

PRÉPARÉ PAR
HETS CAPITAL

RAPPORT MENSUEL
JUILLET 2024

ANALYSE & STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT



**HETS
CAPITAL**

BOURSES - ECONOMIE

Pour la première fois la Banque centrale européenne (BCE) a pris les devants dans le cycle de baisse des taux directeurs. Elle a devancé sa consœur, la Réserve fédérale. Ainsi, elle a diminué de 25 points de base ses trois taux à respectivement 3,75%, 4,25% et 4,5% pour la facilité de dépôts, le refinancement et la facilité de prêts. Ce geste a été rendu possible par une désinflation continue depuis des mois. La question qui est dans tous les esprits concerne la tendance future d'assouplissement monétaire, qui sera largement dépendante des prochaines publications économiques, notamment sur le front des prix.

En tout cas, l'institution a révisé ses perspectives économiques. Celles-ci font montre d'une résistance de l'inflation qui est prévue à 2,5% cette année et à 2,2% l'an prochain, deux prévisions révisées en hausse de 0,2 point de pourcentage chacune. Mais la cible de 2% serait atteinte en 2026. Dans le même temps, l'institution monétaire croit à un rebond plus marqué de la croissance cette année (de + 0,6% à + 0,9%) et à un rythme plus élevé l'an prochain même s'il a été révisé en baisse (de + 1,5% à + 1,4%).

Aux États-Unis la Fed se réunira à nouveau fin juillet. Mais cette réunion ne devrait guère apporter d'informations complémentaires. En revanche, le Comité de septembre sera crucial.

Les rendements des obligations d'État de la zone euro ont augmenté avant la publication des rapports sur l'inflation dans la zone euro et la prudence des responsables de la Banque centrale européenne aux États-Unis quant à la réduction des taux d'intérêt cette année a ajouté de la pression sur les rendements. L'écart de rendement entre la dette française et la dette allemande s'est élargi avant les élections du 30 juin en France.

À la suite de la forte augmentation des taux d'intérêt depuis l'été 2022, le taux d'intérêt moyen des cartes de crédit aux États-Unis a bondi à 22 %.

Par conséquent, le taux de défaillance des cartes de crédit a atteint 3,16 %, soit le plus haut niveau depuis 2011. Qu'est-ce que cela signifie pour l'économie américaine ?

Bien que cette évolution soit préoccupante, la consommation américaine est restée résiliente au cours des derniers trimestres. L'une des raisons est que l'impact de la hausse des taux a été principalement ressenti par les ménages les plus endettés et les plus fragiles financièrement, en particulier les groupes les plus jeunes et les plus pauvres. Cette population a largement épuisé l'épargne excédentaire accumulée pendant la période post-pandémique et, avec un taux d'épargne historiquement bas, elle s'appuie de plus en plus sur les dettes de carte de crédit pour financer sa consommation.

Le point positif est que ce groupe représente une part relativement faible de la consommation totale des États-Unis, environ 10 %. En revanche, le quintile de revenu le plus élevé, qui contribue à 40 % de la consommation, dispose encore d'une épargne excédentaire sur laquelle il peut compter.

<u>PAYS</u>	<u>INDICES</u>	<u>27/06/2024</u>	<u>VAR/2023</u>	<u>VAR/1er Janv.</u>
Allemagne	DAX	18 330	20,03%	9,66%
France	CAC 40	7 511	16,50%	-0,33%
États-Unis	DOW JONES	39 164	13,70%	3,86%
États-Unis	NASDAQ	17 858	44,50%	18,31%

<u>INDICE OBLIGATAIRE</u>	<u>VARIATION 2024</u>
Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Index	0,15%

ZONE EURO

En Europe, l'indice Euro Stoxx 50 a chuté en raison de l'incertitude politique en France à l'approche des élections anticipées du président Macron. Les principaux indices boursiers ont enregistré des résultats mitigés : le CAC 40 français a chuté de 1,96%, le DAX allemand a progressé de 0,40%, le FTSE 100 britannique a chuté de 0,89% et le FTSE MIB italien a reculé de 0,46%.

Les Français vont se mobiliser sans doute comme jamais ils ne se sont mobilisés pour élire des députés. Pour constituer un record, il faudrait toutefois que la mobilisation pour le premier tour de scrutin le 30 juin dépasse les niveaux de 1973 (81,3% de participation) ou de 1978 (83,2%). Ce que les sondages ne prévoient pas pour le moment, donnant la participation autour de 63% (contre 47,51% au premier tour des élections législatives de 2022).

Un renversement de rôle remarquable se produit dans la zone euro un peu plus d'une décennie après qu'une série de crises budgétaires ont presque fait voler en éclats la monnaie unique. À l'époque, les pays dits périphériques - le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne - étaient sous la surveillance intense des investisseurs en raison de leurs dettes massives. Aujourd'hui, ce sont les pays centraux que sont l'Allemagne et la France qui se trouvent sous une pression croissante pour justifier leurs crises budgétaires et leurs plans fiscaux, qui repoussent les limites fixées par l'Union européenne.

Au plus fort de la crise, le rendement des obligations d'État portugaises à 10 ans dépassait les 15%. Fait remarquable, il est aujourd'hui presque égal à celui de la France.

A noter que l'inflation est en train de refluer en France à un rythme plus rapide que prévu.



FOCUS FRANCE

L'indice parisien a atteint le 7 mars, pour la première fois les 8 000 points, puis s'est hissé à un sommet de 8 259 points le 10 mai. La perspective des premiers desserrements monétaires des banques centrales, qui s'est concrétisée le 6 juin pour la BCE, ainsi que la publication, en début d'année, de résultats 2023 globalement plus solides que prévu pour les entreprises, puis la bonne surprise réservée également par leurs chiffres du premier trimestre ont été les deux principaux moteurs du marché parisien et des places européennes. Du moins jusqu'à ce que la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par le président Emmanuel Macron a ouvert alors une période d'incertitude politique avec, en vue, le risque d'une accession au pouvoir d'un parti populiste, au programme couteux

Si le CAC 40 avait bien progressé sur le semestre, il termine néanmoins dans le rouge à 7 500 points. Il a été entraîné à la baisse par le secteur de la banque, victime du retour des tensions sur les taux d'intérêt français, et ceux des concessions, de l'immobilier, des utilities, de l'aéronautique... Si Paris avait pu se comparer favorablement aux autres marchés européens une partie de ces six mois, il a perdu toute son avance, un gain de plus de 9%.

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, les indices boursiers ont progressé en raison de l'absence de nouvelles et d'un ralentissement de l'activité du marché avant les résultats du deuxième trimestre.

Les petites entreprises et les valeurs technologiques ont enregistré les meilleures performances.

Les dépenses de consommation personnelle (PCE) hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,1%. Le taux PCE de base d'avril a diminué de 0,3%, ce qui suggère qu'une baisse des taux par la Fed en septembre est probable.

Les premières demandes d'allocations de chômage aux États-Unis ont diminué modérément, tandis que la construction de nouveaux logements a chuté. Ces éléments, combinés à la tiédeur des ventes au détail le mois dernier, maintiennent la possibilité d'une réduction des taux d'intérêt américains en septembre.

La confiance des ménages mesurée par le Conference Board recule à 100.4 en juin vs 101.3 en mai mais en ligne avec le consensus.

Fort rebond du Chicago PMI à 47.4 en juin après 35.4 en mai, plus fort rebond depuis le Covid et le 3e dans les 57 années d'existence de la mesure.

Le sentiment des consommateurs mesuré par l'Université du Michigan (28/6) a été révisé à la hausse pour juin à 68.2 vs 65.6, les consommateurs étant plus optimistes sur l'inflation et les taux d'intérêts. Les perspectives d'inflation à un an descendent à 3% soit leur niveau d'avant COVID.

Alors que les campagnes pour les élections américaines battent leur plein, les deux candidats au poste de président reçoivent d'énormes soutiens financiers de la part de milliardaires.

Dans la course à la maison Blanche le sacro-saint dollar règne en maître.

Alors que Biden était annoncé gagnant il y a encore quelques mois, Trump semble distancer son principal concurrent à la course pour la maison blanche suite au dernier débat. Les médias sont unanimes pour dire que sa prestation était catastrophique dans le débat.

La politique américaine sera l'un des principaux catalyseurs des marchés dans les mois à venir Biden est en difficulté, les Américains lui reprochent l'inflation et il est acculé sur la question du conflit israélo-palestinien.

Wall Street, a continué sa progression avec l'intelligence artificielle IA. En hausse de près de 20% depuis le 1er janvier, après un rebond de 43% l'an dernier,

le Nasdaq a fini le semestre sur un nouveau record, passant pour la première fois les

18 000 points. Nvidia, le fabricant des puces pour l'IA, a brillé. Son cours a triplé, lui permettant de rejoindre Apple et Microsoft au club des 3 000 milliards de dollars de capitalisation. Ces géants de la tech ont porté l'indice S&P500 à 5 500 points un record, là aussi. Le Dow Jones, pauvre en valeurs technologiques, est resté à la traîne, tout comme, une fois de plus, les Bourses chinoises, dans une économie à la peine.

CHINE

Pekin montre ses muscles et envisage de répliquer à la hausse des droits de douane décidée par Bruxelles avec une mesure similaire sur les grosses cylindrées à essence. Après la décision de Bruxelles d'imposer des droits de douane aux voitures électriques venues de Chine, les dirigeants de la République populaire menacent l'Europe de représailles. L'industrie automobile allemande est en première ligne. Le ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck en visite officielle en Chine a tenté de désamorcer la crise avec Pékin.

Ces droits de douane ne sont pas punitifs, a assuré le ministre allemand. Il faut parvenir à des normes communes et équitables pour l'accès au marché. Ce qui n'a pas semblé convaincre ses interlocuteurs chinois qui souhaitent tout faire pour protéger les entreprises chinoises. Agité depuis quelques semaines, la menace de rétorsions contre les modèles haut de gamme allemand se précise. Les constructeurs automobiles chinois ont demandé à leur gouvernement d'adopter des contre-mesures fermes et suggéré d'envisager l'augmentation des droits de douane provisoires sur les voitures à essence dotées de moteurs de grosse cylindrée. La requête a été formulée lors d'une réunion organisée au ministère du Commerce, à laquelle assistaient les constructeurs chinois SAIC et BYD, mais aussi Volkswagen, BMW, Mercedes et Porsche. Stellantis et Renault étaient aussi présents, mais leur exposition directe au marché local est désormais quasi nulle. Ce n'est pas le cas des grands groupes germaniques, qui réalisent 30 à 40% de leurs ventes mondiales de Pékin à Shanghai, avec dans une bonne partie des cas, des véhicules importés d'Allemagne.

L'indice des prix à la consommation de la Chine a augmenté de 0,3% par rapport à la même période de l'année dernière, ce qui est conforme à la hausse d'avril. L'inflation de base, qui exclut les prix volatils des aliments et de l'énergie, a augmenté de 0,6%, affichant un rythme plus lent par rapport à la hausse de 0,7% d'avril. Malgré les efforts de Pékin pour soutenir l'économie et les marchés avec diverses mesures au cours de l'année écoulée, la faible confiance des consommateurs et un effondrement prolongé du secteur immobilier ont empêché des hausses de prix significatives en Chine.

PÉTROLE

Le pétrole reste orienté à la hausse. Les tensions géopolitiques ne faiblissent pas au Moyen-Orient, où les observateurs redoutent une propagation de la guerre au Liban.

À cet égard, plusieurs pays dont l'Allemagne ont demandé à leurs ressortissants de quitter le pays. Ces frictions soutiennent le cours du brut et relèguent au second plan la dynamique des stocks américains, qui ont progressé de 3,6 millions de barils, alors que le consensus tablait sur une baisse. Aux jeux des explications, la baisse des exportations américaines explique en partie l'embellie des stocks tandis qu'en parallèle, l'activité des raffineries américaines tend à se contracter, un signe plutôt inquiétant sur l'état de la demande américaine en produits raffinés. Au niveau des prix, le Brent s'échange en hausse autour de 85,5 USD pendant que le WTI se négocie autour de 81,80 USD.

OR

Le prix de l'or ne cesse d'enregistrer des hausses consécutives, stimulé par la demande de valeurs refuges dans un contexte de tensions au Moyen-Orient et de paris croissants sur la possibilité que la Réserve fédérale américaine réduise ses taux d'intérêt dans le courant de l'année.

L'or au comptant était en hausse et atteint un sommet à 2 360,95\$ l'once ainsi que le lingot. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté et sont à 2 374,60\$.

Dans une perspective à court terme, le mouvement actuel haussier de l'or est principalement motivé par les tensions géopolitiques croissantes, en particulier après les nouvelles sur le proche orient.

Le marché est maintenant à l'affût de la possibilité d'une nouvelle baisse des taux après septembre, ce qui pourrait soutenir l'or et le maintenir au-dessus du niveau de 2 300\$.

La baisse des taux d'intérêt réduit le coût d'opportunité de la détention de lingots sans rendement.

Alors que des corrections sont possibles, le niveau de soutien autour de 2300 dollars reste crucial pour l'or, avec toute baisse significative probablement influencée par des changements dans les indicateurs économiques ou des mouvements de marché soudains.

CRYPTO

Alors que le Bitcoin a atteint les 70K début juin, un pique qui n'avait pas été atteint depuis longtemps, la crypto-monnaie phare a perdu 7,4% depuis le début du mois. Une baisse qui peut être expliquée par la fin de la bulle spéculative ainsi que par les incertitudes politiques et économiques grandissantes énoncées précédemment.

Les experts sont divisés entre 2 scénarios :

- 1) Une montée du Bitcoin constante, atteignant dans les prochaines années les 150-200K
- 2) La bulle spéculative explose entraînant la chute du Bitcoin

Du côté de l'Ethereum, la monnaie virtuelle suit la tendance de son binôme le Bitcoin. Elle enregistre par conséquent une baisse significative de 8,57% depuis le 1er juin.

Les Bahamas préparent actuellement une réglementation pour obliger les banques à proposer un moyen de paiement en monnaie virtuelle : le "Sand Dollar". Cela témoigne de la volonté des Bahamas de se placer comme précurseur dans l'utilisation de la monnaie virtuelle comme moyen d'échange concret. Les cryptomonnaies se rapprochent toujours un peu plus d'une monnaie conventionnelle.

Les Crypto les plus performantes ce mois-ci ont été le Brett (BRETT), le Kaspas (KAS) et le Tonkoin (TON) avec des performances de respectivement 65%, 31% et 24%. Néanmoins elles (et les cryptomonnaies) restent des valeurs extrêmement volatiles et instables.

IA - INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les retards s'accumulent pour Apple avoir été soupçonnée de manquer le coche de l'IA générative, la firme de Cupertino vient d'annoncer le report sine die du lancement de son système d'intelligence artificielle dans l'Union européenne.

L'entreprise a indiqué que le règlement européen sur les marchés numériques (DMA), soulève des incertitudes réglementaires. Le groupe s'inquiète, en particulier, des obligations en matière d'interopérabilité, qui visent à permettre la communication entre différentes plateformes et systèmes de messagerie. Selon Apple ces exigences pourraient poser un risque pour la sécurité et la protection des données personnelles. Deux semaines plus tôt, Apple avait dévoilé en fanfare, à l'occasion de sa conférence annuelle sa stratégie sur l'intelligence artificielle. Objectif : rattraper son retard dans le domaine de l'IA générative, où ses concurrents – Google, Microsoft et Samsung – ont déjà pris une longueur d'avance.

Les consommateurs européens pénalisés, la marque avait annoncé le lancement d'Apple Intelligence. À savoir, plusieurs fonctionnalités pour les utilisateurs de Mac, iPad et iPhone, comme la transcription de messages vocaux, la retouche photo, la recherche et l'analyse d'informations sur l'iPhone via Siri, la création d'emojis personnalisés, ou encore des réponses suggérées à des messages et e-mail.

Dans le même temps, le fabricant de chatGPT OpenAI prévoit de bloquer l'accès à la technologie utilisée pour construire des produits d'intelligence artificielle pour les entités en Chine et dans d'autres pays.

ChatGPT n'est pas disponible en Chine continentale, mais de nombreuses startups chinoises ont pu accéder à la plateforme d'interface de programmation d'applications (API) d'OpenAI et l'utiliser pour créer leurs propres applications.

Les utilisateurs chinois de la plateforme ont reçu des courriels les avertissant qu'ils se trouvaient dans une région qu'OpenAI ne prend pas en charge actuellement et que des mesures supplémentaires visant à bloquer le trafic de l'API en provenance de certaines régions seraient prises à partir du 9 juillet.

Au cours de l'année écoulée, de nombreuses entreprises chinoises ont mis sur le marché des chatbots alimentés par leurs propres modèles d'IA.

CONCLUSION - RECOMMANDATIONS

La France s'apprête peut-être à affronter une importante période d'austérité afin de redresser ses comptes. Fin septembre, la France devra présenter son plan pour réduire son endettement à Bruxelles. Le défi est de taille : ramener la dette publique à 60% du PIB et le déficit sous les 3% du PIB. L'hexagone devra économiser 100 milliards d'€ sur les 4 prochaines années pour stabiliser sa dette, ce qui pourrait entraîner de nouvelles hausses d'impôts.

Les pistes sont nombreuses et n'ont jamais vraiment été essayées en 50 ans comme :

Éliminer les procédures administratives, les process inutiles...

Ou alors sur le modèle norvégien, créer un fonds souverain français pour investir dans l'économie et protéger les entreprises. Une structure pour protéger les entreprises et permettre aux épargnants français de placer leur argent comme cela a été fait en Norvège, Suède, Abu- Dhabi, Arabie saoudite, Qatar, Koweït, Chine, Singapour et Hong Kong.

A court terme donc la politique risque de perturber les marchés et peser exagérément sur leur évolution. Cependant à moyen et long terme la macro-économie et la vie des entreprises reviendront au galop donner le la aux investisseurs.

Les bonnes nouvelles sont venues de l'inflation avec un recul de 0.2% en juin à 2.1%, un peu plus faible qu'attendu, l'inflation sous-jacente recule aussi, de 2.6% à 2.5%. En Espagne même constat 3.4% après 3.6% en mai et recul de 0.3% de l'inflation sous-jacente à 3.4% inchangée à 0.8% et sous-jacente également à 2%. La désinflation continue en Eurozone. Ces publications donnent, ainsi que les trois indicateurs avancés ci-dessus, des arguments à la BCE.

Après le premier tour, l'éloignement de la menace d'une mainmise du Nouveau front populaire soulage les esprits. La perspective d'un Rassemblement national sans majorité absolue écarte aussi les mesures les plus radicales

Les investisseurs n'apprécient pas le programme axé sur une contribution accrue des grandes entreprises au désendettement de la France et d'une revue des différents régimes fiscaux.

La perspective de voir Jean-Luc Mélenchon nommé premier ministre n'était pas sans affoler les esprits.

Dans un marché à forte volatilité de type fin du monde 🤖.

Nous restons investis sur nos convictions : Indice et marché US, Eurostoxx 50 et Dax en Europe.

Nous sélectionnons des obligations et continuons à émettre des produits structurés à moyen terme sur des sous-jacents de qualité.

Notre positionnement actuel bien diversifié, avec une surpondération modérée des indices, des actions et des obligations ainsi que des investissements dans des portefeuilles immobiliers diversifiés et biens gérés est bien adapté pour saisir les opportunités tout en gérant les virages en avant de la route.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute demande concernant notre stratégie et vos investissements. Nos solutions et notre stratégie d'investissement peuvent s'adapter aux particuliers ainsi qu'aux entreprises pour le moyen et le long terme après avoir effectué un diagnostic patrimonial et défini votre profil d'investisseur.

Bien cordialement,

Hets-Capital
Analyst team

Ce document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni ne supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.